ECONOMIC COMMUNITY OF CENTRAL AFRICAN STATES (E.C.C.A.S.)
COMUNIDAD ECONOMICA DE LOS ESTADOS DEL AFRICA CENTRAL (C.E.E.A.C.)
COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (C.E.E.A.C.)
COMUNIDADE ECONOMICA DOS ESTADOS DA AFRICA CENTRAL (C.E.E.A.C.)



Secrétariat Général

ALLOCUTION DU SG DE LA CEEAC
SESSION N° 4 DU GROUPE DE CONTACT SUR LA RCA
(BRAZZAVILLE, 21 MARS 2014)

Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Commissaire Paix et Sécurité de l'Union africaine
Excellences Mesdames et Messieurs les envoyé et représentants spéciaux
Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs
Excellences, Mesdames et Messieurs

Depuis notre précédente réunion tenue à Bangui, le 8 Novembre 2013, la Centrafrique a connu bien des bouleversements. Notre volonté commune d'aider les populations centrafricaines en danger est contrariée par les événements. Notre dynamique en vue de la construction d'un processus de stabilisation crédible dans le pays et de la restauration de l'ordre public est considérablement ralentie.

Nos préoccupations demeurent vivaces devant la gravité de la situation, notamment devant la récurrence des violences intercommunautaires marquées par un caractère confessionnel depuis le mystérieux coup de force contre la transition le 5 décembre 2013 par des forces qui se donnent une mission patriotique, alors qu'une telle mission contraste avec leurs actes barbares ciblant une frange de leurs compatriotes civils et des étrangers

innocents résident de longue date en Centrafrique et détenant la nationalité centrafricaine ou pouvant prétendre l'acquérir. L'auto défense légitime contre la terreur d'une frange des ex seléka n'autorise nullement de tels actes comme une certaine opinion voudrait les justifier. Ces forces dont l'effectif réel est jusqu'ici peu connu sont porteuses d'une idéologie rétrograde d'un nettoyage ethnico religieux condamnable au regard des droits de l'homme. Leur comportement nous interpelle également sur l'avenir de l'intégration sous régionale et continentale. La question qui se pose à nous avec acquitté est de savoir comment neutraliser ces forces et réduire l'impact de leur idéologie sur l'avenir de la RCA , de la réconciliation des populations centrafricaines, de la paix, la stabilité et l'unité de la Centrafrique. Car nous assistons à une partition de fait de la RCA avec le contrôle d'une partie importante du territoire centrafricain par les ex Séléka appuyés par des aventuriers d'origine étrangère. Les populations contraintes à fuir risquent, si ce n'est déjà le cas, de servir de terreau pour le recrutement de combattants au sein des forces négatives. Les menaces d'un renversement de la transition par l'un ou l'autre des camps protagonistes sont à prendre très au sérieux afin de les contrecarrer efficacement

De même nous sommes préoccupés par les menaces que les affrontements entre les groupes font peser sur la stabilité et la sécurité de la sous-région. Le Secrétariat de la CEEAC compte sur la sagesse et le sens de responsabilité qui caractérise les Etats membres pour continuer à maintenir leur cohésion , voire leur centre de gravité, endiguer et régler la crise centrafricaine en vue de prévenir toute dégradation de la sécurité et de la stabilité de la sous-région.

Par ailleurs, la catastrophe humanitaire que nous avons redoutée très tôt s'est accrue considérablement et ses dimensions dramatiques demeurent des défis qu'il nous faut relever d'urgence en cette période de saison de pluies non seulement en RCA, mais aussi dans les différents centres d'accueil des réfugiés et des retournés dans les pays voisins. Ces pays ont besoin également d'être appuyés pour leur permettre de supporter le poids de la charge que cette situation fait peser sur leur économie et sur les populations des zones d'accueils Le secrétariat de la CEEAC en coopération avec le Bureau

des Nations Unies en Afrique Centrale est en train d'étudier la meilleure façon d'y remédier

Monsieur le Président
Mesdames Messieurs

La CEEAC continue à nourrir l'espoir qu'avec la MISCA qui a remplacé la MICOPAX 2 le 19 décembre que tous les défis seront relevés. Mais ne nous voilons pas la face, la MISCA doit être soutenue concrètement mieux qu'elle ne l'est par la Communauté internationale : l'Afrique, l'Europe et tous les Etats membres des Nations Unies, notamment les cinq Etats membres permanent du Conseil de sécurité. A cet égard , permettez moi de réitérer l'appel passablement entendu lancé par la 5ème Session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC du 31 octobre 2013 demandant à la Communauté internationale de traduire dans les faits les appuis financiers et logistiques de la MISCA conformément au paragraphe 22 de la Résolution 2121 du Conseil de Sécurité. Car les besoins exprimés depuis pour le renforcement des capacités opérationnelles des Forces sous régionales en place sont insatisfaits jusqu'à ce jour. Toutefois la CEEAC se félicite de l'appui apporté à la MISCA par la Force Sangaris, ainsi que du déploiement de nouvelles forces sous régionales du Burundi, de la RDC et du Ruanda, avec l'appui appréciable des Etats Unis d'Amérique. Elle se félicite également de l'élargissement et du renforcement de la Mission du BINUCA. L'urgente concrétisation des appuis financier et militaire annoncés par l'Union européenne est d'une nécessité impérieuse pour le succès de notre Mission commune

Les autorités de la transition ont un besoin criant de moyens financiers pour faire redémarrer l'administration et se doter de forces de défense et de sécurité professionnelles , équilibrées et représentatives conformément au paragraphe 17 de la Résolution 2121 (2013) dont la cinquième session de la Conférence de la CEEAC s'est félicitée pour que la RCA dispose de nouvelles Forces de défense et de sécurité. C'est dire l'urgence du démarrage du processus du Désarmement, démobilisation et réinsertion des Forces en présence. Dans cette perspective, il est impérieux de réaliser le

cantonnement sécurisé de toutes les forces en présence et d'assurer leur alimentation dans le cadre d'un programme pré DDR. La CEEAC en assure la prise en charge en cours, mais il est souhaitable que les partenaires adhèrent à la démarche et apportent leurs appuis. Ces appuis sont également nécessaires dans notre lutte contre l'impunité par la prise en charge de l'alimentation des prisonniers, du fonctionnement de la justice et de ses auxiliaires qui sont les gardiens pénitenciers et les forces de police et de gendarmerie

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC, ou leur représentant, réunis à Addis Abéba, le 31 janvier 2014, en marge du 22 ème Sommet de l'Union africaine, ont réitéré leur préoccupation face aux risques de généralisation des affrontements intercommunautaires et interconfessionnels et de partition du pays. Ils ont salué l'élection de la nouvelle présidente de la transition et se sont engagé à apporter une contribution financière à hauteur de cent millions de dollars américains pour soutenir les autorités de la transition et les forces sous régionales engagées dans la MISCA. En outre la MISCA, l'opération française Sangaris et le Gouvernement Centrafricains ont été appelés à plus de coordination et d'impartialité dans leurs activités militaires et policières.

En outre, un besoin de coordination et de suivi de nos activités par un groupe restreint se fait sentir pour que notre Groupe gagne en efficacité dans l'accomplissement de nos missions.

Sans vouloir faire montre de pessimisme, il me faut conclure que la CEEAC est gravement préoccupée par la situation en RCA. et que sa vigilance aux côtés de la MISCA est en éveil de manière permanente pour faire face à toute éventualité

Je vous remercie